



CSEE AFPA Normandie - 20 mai 2025

Les élus et représentants syndicaux du CSEE de Normandie s'inquiètent pour l'avenir de l'AFPA mêlée à une actualité politique sur les dépenses publiques, du fait de son caractère d'agence de l'Etat.

Malgré l'utilité des formations AFPA et les coûts sociaux que l'action des salariés évitent, l'AFPA et ses salariés sont en danger.

Les pertes de marché des conseils régionaux et leurs baisses de commande renforcent cette inquiétude, qui de plus est alimentée par l'état de notre patrimoine et notre difficulté à assurer un niveau acceptable de sécurité au travail, avec notamment un effet de conditions de travail délétères sur la santé mentale des salariés de l'AFPA.

Malgré différentes alertes produites par les représentants des salariés, les directions, à présent tournées vers 2028, avancent, coûte que coûte, avec œillères et bouchons d'oreilles dans la tempête sociale.

Pourtant nul ne pourrait objectivement contester la souffrance des salariés dans leur environnement de travail, mais sans volonté suffisante ni moyen—nous n'avons plus la maîtrise d'une politique sociale et économique soutenable.

Les salariés souffrent...

Des relations avec leur hiérarchie, d'infantilisation, de manque d'activité ou de trop de travail, de travail empêché ou dégradé, de perte de sens, du traitement des données, d'injonctions contradictoires, de mobilités non préparées et non accompagnées, et même forcées, d'un manque de reconnaissance ... nouvelle vague maintenant : la polyvalence forcée !

Nous devons réagir collectivement pour stopper cet emballement, et revenir à des conditions de travail favorables à la qualité du travail.

Nous rappelons que l'Etat, membre du conseil d'administration de l'AFPA, porte la responsabilité de la santé des salariés.

Salariés, faisons-nous entendre massivement le 26 juin et répondons à l'appel intersyndical national.

Toutes et tous en grève le 26 juin !

Manifestation à Paris et centres morts.